



Langue française et diplomatie de la France dans la région de la CEDEAO

Etete Gregory MBEY

Department of Modern of Modern Languages and Translation Studies,
University of Calabar, Nigeria

Email: gregmbey@unical.edu.ng

Onyinpreye Esther FRUEBI

Department of Modern of Modern Languages and Translation Studies,
University of Calabar, Nigeria

Email: fruebiesther@gmail.com

(Received: May-2023; Accepted: May-2024; Available Online: May-2024)



This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License CC-BY-NC-4.0 ©2024 by author (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>)

ABSTRACT

Depuis l'orée des temps, la langue représente un important vecteur de développement et un facteur favorisant le rapprochement et l'union entre les différents peuples du monde. Cela est en partie dû au fait que toutes les industries humaines impliquent l'usage de la langue pour la communication. Ainsi, la langue reste au centre même de presque toutes les initiatives humaines. La présente étude vise à examiner la méthode employée par la France pour diffuser sa langue et sa culture à travers la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, d'une part, la nécessité de promouvoir les langues nationales de la sous-région afin de rétablir l'identité africaine. Pour cette étude, nous avons appliqué les théories du complot et de soft power (puissance douce). Ces deux théories relèvent du domaine des relations internationales qui démontrent la manipulation des États dans les relations internationales. Afin, cette étude a recommandé l'usage des langues transfrontalières pour rétablir l'identité linguistique et culturelle des peuples de l'Afrique de l'Ouest.

Keywords: Diplomatie; francophobie; francophonie; langues transfrontalières; politique étrangère.

INTRODUCTION

La langue est à la base de toute communication humaine ; et sans elle, il n'y a pas de communication pertinente entre les individus dans le monde. Le message transmis dans toute situation de communication est inéluctablement conçu en une langue. Oyetade (2003) souligne que la langue est un facteur essentiel de communication entre individus qui relie la société vivante. Nous retenons d'Oyetade cité ci-dessus que la langue unifie les hommes. Comme le dirait si bien Lefèvre, « La langue est un fait social. C'est ce qui nous relie à l'autre. Langue et culture sont indissociables » (Cité par Nzi, 2017, p.177). Autrement dit, la langue permet la réalisation d'actions coordonnées menées même par des personnes de souches sociales hétérogènes et également même dans leurs artefacts culturels comme twitterbot (Waliya, 2023). Par extension, on peut dire que la langue permet la réalisation d'actions coordonnées par des peuples ou des institutions appartenant à des pays différents.

Toujours dans le sens de dévoiler l'importance de la langue, surtout, la langue

étrangère dans les relations entre personnes de cultures différentes. Mandela note que la connaissance d'une langue étrangère permet à l'homme de toucher le cœur de son prochain et pousser ce dernier à avoir des intentions favorables à son égard. Il, en fait, prétend que « celui qui parle à un homme en une langue qu'il comprend parle à ses oreilles. Par contre, celui qui parle à un homme en sa langue maternelle parle à son cœur » (Mandela, 2020). Vu l'importance stratégique et sociale des langues dans les relations humaines – qui selon Charpentier (2002), sont à la base des relations inter-états – les pays de monde ont, dans leurs diplomaties respectives, tenté de toujours donner une attention particulièrement aux langues (étrangères). Ainsi, le concept d'économie des langues est aujourd'hui au centre non seulement de la planification linguistique de chaque pays mais aussi au cœur même de la diplomatie de chaque Etat. En effet, il est devenu indispensable pour les nations ou les institutions internationales de scruter les langues du monde pour savoir celle qui pourrait, dans des situations ou (sous-)régions faciliter leurs diplomaties respectives.

Les grands pays du monde se fient au concept d'économie politique des langues pour permettre à l'action managériale de leurs représentations diplomatiques d'être plus effectives et productives dans les pays étrangers. Nzi (2017) opine que les Grands Puissants de monde « positionnent leurs diplomaties sur le marketing diplomatique du terrain culturel et linguistique » (p.24). Ceci implique une planification ou une politique linguistique intensément informée par l'économie politique de langues. Il explique davantage que :

Si dans le management des entreprises, la meilleure chance est donnée pour mieux vendre ses produits par la maîtrise de la langue du client, n'est-ce pas le cas dans l'exercice des fonctions diplomatiques ? La langue est un fait social, c'est ce qui nous lie à l'autre selon [...] Elle est forgée par la culture et reste l'outil privilégié d'expression interactive entre le diplomate et ses interlocuteurs (Nzi, 2017, p.177).

En plus de son rôle social et stratégique, la langue est un outil puissant dans les relations internationales. Cela est en partie dû aux stéréotypes qu'on entend très souvent associés à certaines langues. Certes, plusieurs langues du monde doivent leur « puissance » ou leur prestige aux vieux stéréotypes auxquels on a eu coutume d'associer les pays qui les parlent. Ainsi, la langue française a vu son image s'améliorer et son prestige s'accroître sur la scène internationale grâce au nombre des pays francophones qui parle le français (la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Togo, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, etc.) et ceci a placé la France parmi les pays étrangers les plus puissants sur le plan économique, militaire et industriel de la sous-région.

Même dans une situation croisant des sentiments anti-français dans la sous-région, l'Ouest Africain, la France a continué de préserver sa langue malgré la perte des relations militaire et économique avec certaines anciennes colonies (le Mali, le Niger et le Burkina Faso). Ses sentiments négatifs vis-à-vis de la France manifestent par des soulèvements populaires, des grèves généralisées et des discours hostiles à la France et des coups d'Etat. Récemment, elle a consisté à un appel aux démantèlements des institutions/systèmes néocolonialistes dans les pays francophones d'Afrique. Parmi ces institutions et systèmes contestés, on nomme la Françafrique, les bases militaires françaises, le Franc CFA et les ingérences de la France dans la politique interne des pays francophones africains entre autres.

Le Centre de Ressources et d'Ingénierie Documentaires (CRID) de la France souligne la nécessité pour un État ou une organisation internationale de considérer le poids des langues internationales et indigènes présentes dans une aire diplomatique avant de définir sa politique linguistique et sa diplomatie dans ladite aire. CRID (2016) souligne plus particulièrement que si le besoin d'une langue internationale dans la vie des affaires et de la diplomatie ne serait être contesté, ce besoin, de nombreuses enquêtes le confirment, est loin de se limiter à l'anglais. D'autres langues internationales et locales existent et ont une réelle portée économique et diplomatique dans les sous-régions du monde. Les langues

locales et les « langues du voisin » (id. (p.1) ont aussi leur portée économique et diplomatique et ne devraient aucun sous-prétexte, être ignorées. Au vu des paradigmes préconisés d'une part par Nzi (2017) et d'autre part par CRID (2016), il serait important pour tous États Ouest-Africains de considérer non seulement les langues internationales mais aussi les langues locales et les « langues du voisin » dans la définition des volets linguistiques et culturels de leurs diplomatie et relations extérieures dans la sous-région de la Communauté Économique de l'État de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). En effet, la région ouest africaine dénombre une multitude de langues transfrontalières et véhiculaires notamment l'haoussa, le yoruba, le pidgin, l'éwé et l'arabe, qui peuvent valablement rivaliser avec les langues internationales de premiers rangs comme l'anglais et le français dans la région de la CEDEAO (Djibo 2016 ; Opara, 2004). L'usage des langues dans la diplomatie peut être un outil de séduire les autres pays de faire son choix dans l'intervention politico-économique.

CADRE THEORIQUE

Notre analyse s'encadre en deux théories : la théorie du complot et la théorie de la puissance douce (soft power). La théorie du complot, tantôt appelé « complotisme » dénonce le plus souvent des projets de domination planétaire opérés par des organismes puissants et prétendument démocratiques, des organisations étatiques et des régimes totalitaires (Boltanski, 2012). La théorie du complot se bâtit sur quatre principes fondamentaux sur lesquels les chercheurs se sont tombés d'accord :

- Rien n'arrive par hasard. Si une personne célèbre meurt dans un accident, cet accident a été provoqué ; si un tremblement de terre a dévasté Haïti en janvier 2010, c'est que les Américains l'ont fait déclencher par une de leurs organisations secrètes, la HAARP.
- Tout ce qui arrive est le résultat de volontés cachées. Selon un message publié sur le Net, le 22 avril 2012, « Mohammed Merah était un agent secret qui a été sacrifié afin que Nicolas Sarkozy soit réélu ».
- Rien n'est tel qu'il paraît être. Des chefs d'État annoncent ce qu'ils ont décidé ? Illusion : ils ont l'air de gouverner, mais les décisions sont prises par d'autres (les banquiers, les francs-maçons...) qui tirent les ficelles de ces marionnettes.
- Tout est lié, mais de façon occulte. Au début des années 1950, le sénateur Joseph McCarthy a réussi à faire partager à un grand nombre d'Américains son obsession anticommuniste, qui le poussait à voir partout un complot communiste contre le peuple américain. Même la fluorisation de l'eau a été présentée comme faisant partie de ce complot pour affaiblir le peuple (voir https://m.scienceshumaines.com/theories-du-complot-notre-socitete-est-elle-devenue-parano_fr_33953.html)

Cette théorie mène à l'interprétation de grands événements mondiaux ou régionaux comme les signes fragmentaires d'un plan global, régional ou national visant à instaurer un nouvel ordre. Par exemple les attentats du 11 Septembre 2001 du World Trade Centre (USA) ont laissé émerger plusieurs théories de la conspiration. De même, l'attentat du quotidien français, *Charlie Hebdo*, le 15 janvier 2015 a été interprété comme faisant partie d'un plan mondial visant à instaurer un ordre islamique et communiste (Some, 2014). Charillon (2019) observe que le plus souvent, le complot est défini dans l'imaginaire populaire ou dans les cercles des experts des relations internationales comme un mensonge provenant d'autorités supérieures (l'État) et diffusé grâce à des complicités (des médias dominants) ou encore comme un plan collectif tenu secret par un groupe puissant dont l'existence est niée. Il poursuit sa réflexion en faisant un schéma qui explique comment le complotisme en tant que théorie affecte les relations entre États. À ce sujet, Balzacq, Charillon & Ramel (2018) notent que les théories du complot font que :

On incrimine à la fois « l'ennemi proche et l'ennemi lointain », comme le fit Al-Qaida qui ciblait l'Amérique et Israël, mais aussi les gouvernements arabes

« compromis ». On explique les insuffisances économiques par le trop-plein d'immigrés, que des traîtres cosmopolites laissent entrer pour déposséder le peuple. Certains des nôtres sont au service des autres...La cible des complotistes est transnationale, telle une hydre dont les ramifications planétaires incarnent cette portée globale qui fait défaut au « vrai peuple », lequel ne parle pas la langue de la globalisation et privilégie la compagnie des siens (p.5).

Aux éclairages apportés par Charillon d'une part et Boltanski d'autre part, on pourrait dire qu'il ne serait surprenant que plusieurs observateurs interprètent la création de petites structures interétatiques pro-françaises ou francophiles au sein de la CEDEAO comme les signes fragmentaires d'un plan plus grand mené par la France ou des puissances/intérêts alliés à la France. En vue de ceci, Nzuanke (2012) remarque que, comme complot, la France se cache derrière ses anciennes colonies africaines de refuser la diplomatie afro-centrique du Nigeria en termes de les dominer. La France présente le Nigeria comme nouveau rival qui veut dominer les pays voisins francophones or le Nigeria joue le rôle de grand frère.

En ce qui concerne la théorie du *soft power* (mots anglais pour puissance douce) émane des travaux de l'internationaliste Joseph S. Nye en 2004. Il désigne la capacité d'un État à dominer par attraction et non par sa force militaire dans l'écologie politique globale. Comme le dit en termes simples, « *soft power* is the ability of a country to persuade others to do what it wants without force or coercion » (2004, p.5). Le *soft power* ne se limite pas qu'au pouvoir des États mais aussi peut s'étendre aux autres structures et entités actives et/ou influentes dans la sphère internationale. Ainsi, plus précisément, on dirait que le *soft power* est la capacité qu'a non pas seulement un État mais également un organisme international, une société multinationale ou une communauté minoritaire à influencer ou persuader les autres acteurs de la scène internationale pour les amener à changer de comportement ou à penser de la même façon que lui ou qu'elle. Dans son ouvrage intitulé *Soft power : The means to succeed in world politics*, Nye (2004) conçoit le *soft power* comme une variable complétive au *hard power* (le pouvoir d'un État à influencer les autres acteurs de la scène internationale par la force [militaire]). Selon lui, si un État n'influence que par la force, il court le risque d'être vu comme une force tyrannique et subversive dans la géopolitique du monde. Le *soft power* donne à chaque État la possibilité de naturaliser son influence et son hégémonie dans le monde ou dans une sous-région. Le *soft power* est la capacité d'un pays à élargir son pouvoir d'influencer les autres et d'améliorer son image dans le monde entier en se servant des moyens ou des instruments culturels. L'un de ces instruments culturels est la langue. En fait, la langue est un fait social et géopolitique. Elle reflète la puissance et l'identité des pays qui en parlent ou l'utilisent dans la conduite de leurs activités au sein des organismes internationaux. En d'autres termes la langue est un instrument de puissance. Cordier (2018) la décrit comme une arme. Il explique que, qu'elle soit nationale, régionale ou internationale, une langue n'est jamais façonnée en circuit fermé par les politiques linguistiques nationales ou par les régimes linguistiques des communautés d'intégration régionale. Le profil d'une langue dans la sphère internationale ne dépend pas que de structures sociales des pays qui en parlent mais aussi des rapports de force qu'entretiennent ces pays avec leurs semblables sur la scène internationale.

REVUE DE LA LITTÉRATURE

Si les pays de la CEDEAO ont adopté le français soit comme langue officielle, langue étrangère privilégiée ou langue ordinaire à enseigner dans leurs écoles ; si ces pays participent activement à la diffusion du français et de la culture française dans leurs territoires nationaux respectifs, c'est en partie dû à une pluralité de facteurs liés à la politique étrangère et la coopération française dans la sous-région. En fait, l'influence militaire, économique et politique française est très perceptible dans la sous-région, surtout, dans l'espace francophone. Déjà, le mythe de l'impérialisme – ou plutôt du néo-colonialisme – français reste un sujet d'actualité dans les pays francophones de la sous-

région (Herbillon & Sylla, 2018 ; Leboeuf & Quenot-Suarez, 2018).

À part son influence sur la monnaie en circulation dans les pays francophones (le CFA), la France a d'importantes bases militaires dans la sous-région particulièrement en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso et au Niger (Tirthanka, 2019 ; Senat Français, 2015). Elle joue ou se vante de jouer un rôle stratégique dans la lutte armée contre le terrorisme, l'islamisme radical et le crime organisé dans la sous-région (particulièrement dans le Sahel). Ceci se traduit par des opérations militaires de grande envergure comme l'opération Serval de 2013 menée par plus de 1700 soldats français principalement au Mali ainsi que la récente opération baptisée « Barkhane » 2014, menée par un plus grand effectif, soit 4500 hommes. Ainsi, grâce à une coopération militaire avec plusieurs pays francophones de la région, la France a depuis les indépendances, consolidé sa présence et son influence sur la vie politique, économique et sociale des pays francophones en particulier, et des pays ouest africains en général.

Cette action stratégique de la France n'est pas sans conséquences positives sur les relations entre la France et les pays de la sous-région. En fait, bien qu'un sentiment anti-français reste perceptible dans les pays francophones de la CEDEAO (justement à cause de cette présence militaire et l'ingérence politique), les gouvernements des pays francophones ouest africains continuent paradoxalement à voir la France comme une force salvatrice et un allié efficace dans la lutte contre le terrorisme dans leurs pays. Tirthanka affirme que depuis les indépendances des années 60, la France continue d'être perçue comme « le gendarme de l'Afrique » aux côtés des États Unis qui depuis les attentats du 11 Septembre 2001 ont eux aussi intensifié leur présence militaire sur le continent africain dans le Golfe de Guinée en particulier à travers l'African Crisis Response Initiative ACRI. La présence militaire française en territoire ouest africain ne vise pas qu'à combattre le terrorisme, l'islamisme et le grand banditisme dans la zone sahélo-sahélienne mais à protéger plusieurs intérêts français parmi lesquels les intérêts culturels. Dans une de ses réactions postées sur le site web du Ministère de la défense française, le Ministre français des armées déclare que :

L'Afrique subsaharienne est un espace stratégique important pour la France, en raison de notre proximité politique, géographique et culturelle, de nos intérêts stratégiques sur le continent et des crises ouvertes qui en menacent la stabilité (comme cité dans Tirthanka, 2019, p.14).

Suivant la citation ci-dessus, on comprend bien que la présence militaire française en Afrique sub-saharienne en général est fondée sur des facteurs culturels et historiques entre autres justifications officielles ou avouées. Toutefois, il reste clair que plus la France se rend active militairement, politiquement et économiquement dans le continent plus qu'elle renforce ses liens culturels avec les pays francophones du continent. Un tel scénario est favorable à la diffusion de la culture et de la langue française dans le continent, et surtout, l'Afrique de l'ouest.

INSTRUMENT DE LA DIFFUSION DE LA LANGUE FRANÇAISE PAR LA FRANCE

L'un des instruments de la diffusion du français et de la culture française dans la sous-région d'Afrique de l'ouest est la création ou le soutien de programmes linguistiques et culturels bien établis. Parmi de tels programmes figure l'initiative du président Emmanuel Macron baptisée « Plan Langue Française et Plurilinguisme » (France Diplomatie, 2018) qui vise à « (i) assurer une meilleure formation et un meilleur déploiement des professeurs français dans les pays francophones d'Afrique de l'ouest ; (ii) faciliter le plurilinguisme au sein des pays francophones de la région en soutenant l'introduction des langues africaines pour les premiers apprentissages (id.) Par le Plan Langue Française et Plurilinguisme, la France étend soutenir les systèmes éducatifs des pays francophones d'Afrique de l'ouest et aider au développement de structures d'enseignement du français et d'enseignement bilingue francophone. Elle étend également faciliter le développement et l'usage du français dans les organismes internationaux et valoriser la profession de professeur de français en

particulier. L'initiative se veut principalement axer sur le renforcement des systèmes d'éducation des pays francophones parce que « La formation des enseignants, y compris le développement des compétences linguistiques, constitue un axe majeur d'amélioration des enseignements autant qu'un gage de développement de la francophonie » (Lauwerier et Akkari, 2015).

LE PROGRAMME ELAN

Un autre instrument culturel utilisé par la France pour diffuser le français dans les pays francophones d'Afrique de l'ouest est le programme ELAN-Ecoles et Langues Nationales en Afrique (Francophonie, 2011). Ce programme, sous la tutelle de l'Organisation Internationale de la Francophonie, vise une amélioration de la qualité des apprentissages du français en intégrant aux systèmes éducatifs des pays francophones un système de transition d'un enseignement en langues locales vers un enseignement en français. Visiblement, le programme tente de répondre à la clameur toujours grandissante des partisans de l'enseignement en langue maternelle en Afrique de l'ouest tout en renforçant l'enseignement en français dans la sous-région. Bien qu'à première vue il soit inspiré par l'idéal sociolinguistique de soutenir le plurilinguisme en Afrique, le programme de L'ELAN est plus un instrument visant à pérenniser le français en Afrique francophone et assurer son hégémonie sur les autres langues présentes dans cet espace. Ceci est d'autant plus évident lorsqu'on considère le fait que le programme prône l'enseignement en langues locales/nationales juste aux premières années d'apprentissage ou d'écolage. Par ce système, l'éducation dans les pays francophones d'Afrique resterait toujours majoritairement administrée en français. Ceci facilite la diffusion et la montée en puissance du français contre une faible reconnaissance des langues locales/nationales dans les systèmes éducatifs des pays ouest africains francophones.

L'EXPANSION DE FRANÇAIS DANS LES PAYS NON FRANCOPHONES DE LA CEDEAO

Les efforts diplomatiques de la France visant la diffusion du français en Afrique de l'ouest ne se cristallisent pas seulement dans l'espace francophone. En effet, il existe aussi de nombreux programmes conçus à l'intention des pays anglophones. Ces programmes sont le plus souvent définis selon le besoin de chaque pays anglophone. Au Nigeria par exemple, la France a, bien avant la fameuse déclaration du président Abacha en 1996, été parmi les plus grands partenaires du Nigeria dans le développement et la diffusion de la langue française au Nigeria. La coopération française s'est fait ressentir à partir des années 1970 (Onyemelukwe, 2004) dans la création et la construction de structures d'apprentissage du français, la formation des enseignants de français ainsi que la recherche scientifique autour de l'enseignement du français au Nigeria et le déploiement des coopérants français dans plusieurs institutions nigérianes d'éducation. Onyemelukwe est d'avis que la « bonne santé » du français (c'est-à-dire son enseignement, sa diffusion effective et son rayonnement) au Nigeria a toujours été conditionnée par la nature de la coopération linguistico-culturelle entre le Nigeria et la France. Elle stipule que:

It was found that French boomed and still booms in Nigeria at periods of substantial Franco-Nigerian linguistic and economic cooperation while a period of decline coincides with a period of poor Franco-Nigerian linguistic and economic co-operation. It would seem that a correlation exists between French boom in Nigeria and greater Franco-Nigerian linguistic cooperation (Onyemelukwe, 2004, p.36).

Partant de ce constat préalable, Onyemelukwe (2004) conclut dans un ton plutôt prophétique que l'enseignement et l'apprentissage du français continueront au Nigeria si l'intérêt économique existe toujours entre les coopérations franco-nigérianes. En d'autres termes, la survie et l'expansion de la langue française au Nigeria repose en grande partie – sinon entièrement – sur la bonne volonté et les efforts de la France.

Comme au Nigeria, l'expansion du français dans plusieurs pays anglophones et

francophones ouest africains est catalysée par la coopération française. La France voit la diffusion et la promotion du français en Afrique de l'ouest comme une des priorités de sa diplomatie (France Diplomatie 2011). Son réseau d'*Alliances Françaises*, d'Alliances Franco-africaines, de Centres Culturels Français et d'Instituts Français éparpillés dans la sous-région d'Afrique de l'ouest ne participent seulement à la promotion et à la diffusion de la langue française. Un diplomate français a ainsi raison de soupirer que :

Nos lettres, nos arts, notre civilisation industrielle, nos idées ont exercé de tout temps un puissant attrait sur les nations étrangères. Nos universités, nos écoles à l'étranger sont de véritables foyers de propagande en faveur de la France ; elles constituent une arme aux mains de nos pouvoirs publics. C'est pourquoi le ministère des affaires étrangères et ses agents de l'extérieur doivent diriger et contrôler les initiatives, inspirer à tout prix la pénétration intellectuelle française avec la conviction qu'elle est une des formes les plus sûrement efficaces de notre action à l'étranger, qu'elle est, à l'égard des différentes nations, l'un des moyens les plus riches en ressources et les moins discutables de notre politique extérieure (Cité par Haize, 2013).

Ce réseau d'institutions culturelles participe également à l'amplification et à l'expansion de l'influence française ainsi que le *soft power* de la France dans la sous-région.

LANGUES NATIONALES, UNE UTILE DE DIPLOMATIE ET DE LA PROMOTION DE L'IDENTITE SOUS REGIONALE.

Plusieurs idéologues, politologues et experts des relations internationales ont milité pour l'emploi des langues africaines aux côtés des langues modernes européennes pour l'exercice de la diplomatie et des relations extérieures en région ouest africaine. Dans son discours prononcé à l'occasion du lancement des activités de l'Académie Africaine des langues le 8 septembre, 2001, à Bamako, l'ancien président du Mali Alpha Oumar Konaré a déclaré que :

Il est grand temps que notre continent se donne les moyens de faire des langues africaines des langues de travail dans tous les domaines de la vie publique. C'est à ce prix que nous ferons de nos Communautés Economiques Régionales de véritables instruments d'intégration africaine et de l'Union Africaine une réalité vécue par des peuples réhabilités et rétablis dans leur identité et dans la continuité historico-culturelle de leurs espaces. Ainsi, les langues transfrontalières véhiculaires renforceront les relations d'échanges entre les populations, au-delà des frontières politiques, qui devraient être considérées, comme nous l'avons toujours dit, non comme des points de rupture mais plutôt comme les points, les lignes de suture du tissu socio-culturel africain lacéré, déchiré il y a seulement 116 ans, les lignes de suture de ces pays et villages aux frontières de notre continent en quête d'unité (Cité par Ocrisse-Aka & Bossard, 2009, p 12).

Comme Konaré exigeait, les pouvoirs publics dans plusieurs capitales ouest africaines se montrent de plus en plus favorables à l'emploi des langues de l'Afrique de l'ouest comme langues d'intégration régionale et de diplomatie dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

CONCLUSION

En guise de conclusion, la France est plus que consciente des avoirs qu'elle accumule en soutenant les États ouest Africain dans leurs efforts d'introduction et de diffusion du français dans leurs espaces sociolinguistiques. Elle est consciente de la place importante du français dans l'espace politique et socioculturel ouest africain, signifiant, une plus grande influence. Toutefois, il reste à noter qu'avec les événements actuels dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, il est prépondérant que notre continent se donne les moyens de faire des langues africaines des langues de travail dans tous les domaines de la vie publique ayant su le *soft power* dont que la France a mis en place en Afrique occidentale.

REFERENCE

- Balzacq, T., Charillon, F., & Ramel, F. (2018). Introduction : Histoire et théorie de la diplomatie. In T. Balzacq (Ed.), *Manuel de diplomatie* (pp. 7-22). Paris : Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.balza.2018.01.0007>
- Boltanski, L. (2012). *Énigmes et complots : Une enquête à propos d'enquêtes*. Paris : Gallimard.
- Casanova, P. (2015). *La langue mondiale : traduction et domination*. Paris : Seuil.
- Charillon, F. (2019, August 27). Complot et relation internationales. La chronique de CharillonFederick. L'Opinion. Tiré de <https://www.lopinion.fr/edition/international/complot-relations-internationales-vieux-couple-chronique-frederic-172354>
- Charpentier, J. (2002). *Institutions internationales* (15^e édition). Paris : Editions Dalloz.
- Cordier, L. (2018). La langue comme outil de puissance : l'Exemple de l'esperanto dans le jeu de pouvoir linguistique européen (Master's thesis). Lyon : Institut d'Etudes Politique de Lyon.
- CRID. (2016). Les langues : Un enjeu pour l'économie et l'entreprise. Focus : Ressources documentaires d'actualité, 1.1, 1-5.
- France Diplomatie. (2018, 20 mars). Stratégie internationale pour la langue française et le plurilinguisme. Récupéré de <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/francophonie-et-langue-francaise/engagement-de-la-france-pour-la-diversite-linguistique-et-la-langue-francaise/strategie-internationale-pour-la-langue-francaise-et-le-plurilinguisme/>
- Djibo, M. (2016). Langue française et la linguistique à travers les pays de la CEDEAO. RANEUF : Revue de l'Association Nigérienne des Enseignants Universitaires de Français, 14, 12-25.
- Diplo. (2001). Language and Diplomacy. Diplo. Récupéré de <https://www.diplomacy.edu/language>
- La Francophonie. (2011). Enseignement bilingue : ELAN. Récupéré de <https://www.francophonie.org/enseignement-bilingue-elan-18>
- Haize, D. (2013). La diplomatie culturelle française : une puissance douce ? CERISCOPE Puissance. Récupéré de <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part2/la-diplomatie-culturelle-francaise-puissance-douce>
- Herbillon, M., & Sylla, S. (2018). La diplomatie culturelle et d'influence de la France. Paris : Assemblée Nationale Française.
- Leboeuf, A., & Quenot-Suarez, H. (2018). La politique africaine de la France sous François Hollande. Paris : Institut Français des Relations Internationales (IFRI).
- Lauwerier, T., & Akkari, A. (2015). Les enseignants et la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne. Recherche et Prospective En Éducation UNESCO, 11.
- Mandela, N. (2020). Citation de Nelson Mandela sur l'Homme, le Cœur et Lui. LeParisien. Récupéré de <https://citation-celebre.leparisien.fr/auteur/nelson-mandela>
- Nadale, G. (2015). *Langues, pouvoir et diplomatie dans le monde*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Nye, J., & Keohane, R. (1971). *Transnational Relations and World Politics: An Introduction*. International Organisation, 25(3), 15-36.
- Nye, J. (2004). *Soft power: the means to succeed in world politics*. London : Palgrave.
- Nzi, A. K. (2017). Langues et cultures diplomatiques en zone CEDEAO. Cahier des Sciences Sociales, 26(3), 12-35.
- Nzuanke, S. (2012). Le Nigeria et l'Afrique francophone : parallélisme d'une rivalité imaginaire. *Revue d'Etudes Francophones de Calabar*, 11(1), 44-71.
- Ocrisse-Aka, F., & Bossard, L. (2009). *Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest*. Paris: CEDEAO/OCDE.
- Onyemelukwe, I. (2004). *The French Language and Literary Creativity in Nigeria*. Zaria : Labelle Educational Publishers.
- Opara, O. S. (2004). *La langue française au Nigeria : Un atout remarquable pour la*

- coopération interrégionale et du développement en Afrique. CASIL : Calabar Studies in Languages, 11(1), 56-72.
- Oyetade, O. (2003). Language Planning in a Multi-ethnic State: The Majority/Minority Dichotomy in Nigeria. *Norwegian Journal of Arts and Sciences*, 11(2), 1-19.
- Peyre, N. (2021). Le pari de la communication, de la diplomatie et de la culture. *Nectart*, 13(2), 85-99.
- Senat Français. (2015). Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail sur la présence de la France dans une Afrique convoitée. Paris : SENAT.
- Some, J. (2014, février 12). La langue : Quelle place dans les relations internationales. Les yeux du monde. Tiré de <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:KXdBVY8YKcMJ:https://les-yeux-du-monde.fr/ressources/17543-la-langue-quelle-place-dans-les+&cd=1&hl=en&ct=clnk&gl=ng>
- Tirthanka, C. (2019, décembre 4). Les armées étrangères en Afrique : Vers une compétition stratégique. Radio France Internationale. <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191204-forces-etrangees-afrique-africom-barkhane-sahel-camp-lemonnier-terrorisme>.
- Waliya, Y. J. (2023). Twittérature: autopoïèse, allopoïèse et générations de Twitterbot littéraire. *Language, Discourse & Society*, 11(1), 81-100.